

Sartre et le R.D.R : inventer une position politique

Bastien Amiel

▶ **To cite this version:**

Bastien Amiel. Sartre et le R.D.R : inventer une position politique. Pagès Claire et Schumm Marion. Situations de Sartre, Hermann, pp.345-358, 2013, 9782705684471. halshs-01328498

HAL Id: halshs-01328498
https://shs.hal.science/halshs-01328498

Submitted on 8 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sartre et le R.D.R. : inventer une position politique

« Mais si je prenais une position idéologique, aussitôt des gens me conviaient à l'action : *Qu'est ce que la litt[érature ?]* et R.D.R. »[1]

En réactivant dans ses notes la dichotomie entre pensée et action politique, Jean-Paul Sartre explicite les tenants prescriptifs de certaines de ses prises de position politique, et plus particulièrement son engagement au sein du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire (R.D.R.). Si l'engagement politique du philosophe constitue un aspect important des études qui lui ont été consacrés[2], il est surprenant que sa participation à la création du R.D.R. n'ait donné lieu qu'à un nombre restreint de travaux[3]. La faiblesse des effectifs et la courte durée de vie du Rassemblement expliquent probablement

[1] Sartre (Jean-Paul), « Relecture du Carnet I » dans « Retour sur les cahiers de la drôle de guerre (1954-1955) », Sartre (Jean-Paul), *Les mots et autres écrits autobiographiques*, Paris, Gallimard, 2010, p. 946

[2] Voir notamment la bibliographie actualisée mise en ligne par le Groupe d'études sartriennes – G.E.S. (www.ges-sartre.fr)

[3] On se réfèrera toutefois au travail de François Brajus, « Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, février 1948 – février 1950 », Mémoire de maîtrise d'histoire, sous la direction de Jean-Marie Mayer, université Paris IV, 1988, 530p et de Birchall (Ian), « Neither Washington nor Moscow ? The rise and fall of the Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », *Journal of European Studies*, n°29, 1999, p. 380 ; *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses*, Paris, La fabrique, 2011, et « Sartre, Trotsky et le trotskisme » dans Barot (Emmanuel) (Dir.), *Sartre et le marxisme*, Paris, La Dispute, 2011, p. 65-79

ce désintérêt, alors même que l'analyse de cet épisode singulier de l'engagement de Jean-Paul Sartre nous semble profitable par l'éclairage qu'elle apporte sur la trajectoire des rapports à l'engagement politique du philosophe.

Pour la première fois, Jean-Paul Sartre va contribuer à fonder une organisation politique, s'inscrire dans une démarche militante, position qu'il ne reproduira qu'à de très rares occasions, mais sans jamais répéter une telle implication[4]. Créée en février 1948, cette entreprise politique se réclame d'un «rassemblement d'hommes libres pour la démocratie révolutionnaire»[5] et se singularise par son rejet d'une inscription au sein du champ politique en fonction de l'affrontement entre les « blocs », dans un contexte politique et historique de début de guerre froide, particulièrement prégnant en France.

Pour comprendre l'engagement de Sartre au R.D.R., il est nécessaire de conjuguer l'analyse de sa position sociale au moment du lancement de l'organisation et celle des facteurs structurant la configuration politique singulière au sein de laquelle le Rassemblement tente de s'insérer. Il s'agit de « considérer l'individu comme le résultat d'un maillage d'interactions serrées qui s'enchevêtrent dans une façon d'être »[6], comme le fait José Luis Moreño Pestana dans son analyse des rapports de Michel Foucault à la politique.

Après avoir succinctement évoqué les formes de l'activité politique du R.D.R. et de ses membres, nous restituerons la tentation partidaire que constitue la création du R.D.R. dans la trajectoire intellectuelle de Sartre en recourant notamment aux

[4] L'implication de Sartre comme « compagnon de route » du P.C.F. reste limité à une posture de soutient intellectuel. Par la suite, ses nombreux soutiens se sont majoritairement limités à des formes d'engagements propres aux intellectuels

[5] « Appel du comité pour le rassemblement démocratique révolutionnaire », *Franc-Tireur*, 27 février 1948 et *Esprit*, n°3, mars 1948, p. 464

[6] Moreño Pestana (José Luis), *Foucault, la gauche et la politique*, Paris, Textuel, 2010, p. 15

travaux de Pierre Bourdieu[7] et d'Anna Boschetti[8] qui, par la notion d'« intellectuel total », suggèrent la construction par le philosophe d'une position particulière dans le champ intellectuel. Cette mise en relation de la position au sein du champ d'origine ne suffit toutefois pas à saisir l'anomalie de son engagement, puisque non content d'être celui « qui se mêle de ce qui ne le regarde pas »[9], Sartre est aussi à ce moment-là celui qui *agit*. Son engagement au sein du R.D.R peut alors être considéré comme une transgression des frontières entre champ intellectuel et champ politique. Il nous faudra dès lors mettre en évidence les raisons de cette transgression, à commencer par la configuration politique particulière de la fin des années 1940, et plus précisément les processus d'injonction au positionnement et d'urgence à créer une structure susceptible d'accueillir une position inaudible ailleurs, qui en découlent partiellement. Le R.D.R. est en effet créé au début de la guerre froide, et les mécanismes sociaux à l'œuvre dans ces périodes de guerre (y compris dans des périodes de conflit larvés, ou potentiels) travaillent les acteurs qui le composent et contraignent leurs pratiques et positions[10]. Ce n'est qu'à condition de saisir à la fois la transgression de cet engagement en fonction de la position intellectuelle d'origine de Sartre, mais aussi la configuration qui l'explique en partie et l'infléchit nécessairement, qu'il sera finalement possible d'interroger l'échec auquel aboutit le R.D.R. À la fois inaudible dans un contexte de guerre et inadaptée par sa forme d'engagement intellectuel, l'implication de Sartre au sein du Rassemblement démocratique révolutionnaire est à même de permettre une

[7] Bourdieu (Pierre), « Sartre, l'invention de l'intellectuel total », *Libération*, 31 mars 1983, p. 20-21
[8] Boschetti (Anna), *Sartre et « Les Temps Modernes »*, Paris, Ed. de Minuit, 1985
[9] Sartre (Jean-Paul), *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, 1972, p. 12 ouvrage issu de trois conférences données à Tokyo et Kyoto en septembre et octobre 1965
[10] Voir Sapiro (Gisèle), *La guerre des écrivains*, Paris, Fayard, 1999

meilleure compréhension de la configuration politique en question mais aussi des formes spécifiques de l'engagement intellectuel.

Les sources mobilisées dans cette communication proviennent principalement de fonds privés. Celui de Jean-René Chauvin[11], particulièrement riche, comporte notamment une correspondance avec ses proches et des militants politiques ainsi que des coupures de presses issues de *Franc-Tireur*, de *Combat* du *Monde* ou encore de *L'Humanité*, liées au R.D.R. Ces éléments, renforcés par d'autres sources de presse (dont les *Temps Modernes*) sont particulièrement précieux tant pour l'analyse du R.D.R. lui-même que pour saisir la position de Sartre. Par ailleurs, l'Office Universitaire de Recherche Socialiste a constitué un fond sur le R.D.R. suite aux travaux de François Brajus sur le Rassemblement[12]. Enfin, outre les treize numéros du journal *La Gauche*, organe du Rassemblement disponibles à la B.D.I.C, nous mobiliserons les écrits biographiques[13] ou autobiographies des acteurs du R.D.R. et notamment ceux de Jean-Paul Sartre lui-même, complétés par les publications de Simone de Beauvoir faisant référence à cette période.

Le Rassemblement démocratique révolutionnaire est lancé le 27 février 1948 par un appel publié dans le journal *Franc-Tireur*. Tiré à part sur une page recto-verso, l'appel fait référence à la Libération et évoque les « survivants de l'enfer, rescapés de la Résistance, militants, sympathisants ou

[11] Militant du R.D.R., voir *infra*
[12] François Brajus, « Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, février 1948 – février 1950 », Mémoire de maîtrise d'histoire, sous la direction de Jean-Marie Mayer, université Paris IV, 1988, 530p
[13] Notamment, concernant Sartre, Cohen Solal (Annie), *Sartre. 1905-1980*, Paris, Gallimard, 1985 ; Contat (Michel), Rybalka (Michel), *Les écrits de Sartre,* Paris, Gallimard, 1970 ; Gaudeaux (Jean-François), *Sartre, l'aventure de l'engagement*, Paris, L'Harmattan, 2006

compagnons de route des grands mouvements qui se réclament de l'émancipation sociale »[14] comme force à rassembler. Une telle organisation trouverait sa place, « entre les pourrissements de la démocratie capitaliste, les faiblesses et les tares d'une social-démocratie et la limitation du communisme à sa forme stalinienne […] ». Le comité d'initiative compte dix « écrivains et journalistes », quatre « parlementaires » et six « militants ouvriers et syndicalistes »[15]. Si ces catégories traduisent la prétention du R.D.R. à regrouper des membres issus d'univers sociaux multiples, une attention particulière à certaines personnalités évoquées permet de saisir certaines similitudes dans leurs parcours et leurs positions. Si Jean Rous, présenté comme « militant politique et syndicaliste », a en effet été engagé dans les organisations trotskistes avant de rejoindre la S.F.I.O en 1944, il est aussi en 1948 éditorialiste au journal *Franc-Tireur* et dirige au sein de son parti la *Pensée socialiste*. De même, Léon Boutbien, membre de la S.F.I.O., est aussi médecin fondateur de plusieurs services de médecine du travail, il siègera plus tard au Conseil économique et social. Enfin, Raymond Badiou, qui figure au sein de l'appel comme parlementaire en tant que député et maire de Toulouse, est aussi professeur agrégé de mathématiques. Ces exemples laissent apparaître que, malgré une tendance à occulter le caractère hétérogène du recrutement au sein du R.D.R., la désignation de ce dernier comme « parti d'intellectuel » dans un grand nombre d'ouvrage, s'explique par les trajectoires et positions sociales de nombre de ses membres[16].

[14] « Appel du Comité pour le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », Imprimerie Réaumur, Paris, 1948

[15] Ces catégories sont celles utilisées dans l'appel pour organiser les différentes signatures.

[16] Un travail élargi à un plus grand nombre de militants du R.D.R., en cours de réalisation, permettra toutefois de mettre en évidence les impensés qui découlent de cette catégorisation exclusive.

L'ambivalence entre position d'intellectuel et de militant politique des trajectoires de membres du R.D.R, ainsi que le caractère hétérogène de son recrutement, sont aussi observables dans les formes de l'action politique du R.D.R.

Le répertoire d'action auquel fait appel le Rassemblement est pour partie infléchi par le caractère intellectuel de ses membres.

Cette influence se donne à voir à l'occasion de l'organisation de soirées de soutiens auxquelles participent des personnalités du champ intellectuel français et international. C'est notamment les cas, le 13 décembre 1948, salle Pleyel, avec les interventions d'Albert Camus, André Breton, Claude Bourdet, Simone de Beauvoir, Richard Wright ou encore de Carlo Levi. Selon les organisateurs, plus de quatre mille personnes auraient assistés à cette soirée intitulée « L'internationalisme de l'Esprit et la paix dans le monde ». De même, le 30 avril 1949 à la Sorbonne et au Vel' d'Hiv', Albert Camus, André Breton, Carlo Levi et Claude Bourdet sont à nouveau présents aux côtés de Pierre Emmanuel, Bertrand Russell et Sidney Hook.

Particulièrement visible lors de ces discours, mais aussi de conférences organisées autours de thèmes plus généraux[17], la forme singulière de l'activité politique du R.D.R. reflète sa proximité avec le champ intellectuel français et plus largement la recherche de la conversion de ces soutiens symboliques en un renforcement et une légitimation de ses positions politiques.

Dans le même temps, le R.D.R. s'est doté d'un journal d'organisation, *La Gauche reconnaitra les siens,* (devenu *La Gauche* dès les second numéro)*,* dont treize numéros seront publiés entre mai 1948 et mars 1949. Entre journal d'actualité, de commentaire politique et de propagande lié à une organisation, c'est à la fois un organe de gestion de la vie

[17] « Conférence éducation », *La Gauche*, 20 décembre 1948, p. 2 Annonce du lancement d'un cycle de conférences par le R.D.R.

militante du Rassemblement et un espace d'accueil des prises de positions de différents protagonistes du R.D.R.

Ces pratiques, caractéristiques de formes intellectuelles de mobilisation, ne doivent toutefois pas occulter l'existence d'une activité militante de mobilisation politique plus classique. Le Rassemblement compte ainsi parmi ses membres des militants aguerris, notamment issus d'organisations trotskystes, et appelle à des meetings, des réunions de comités locaux, qui font du R.D.R. une entreprise politique de mobilisation non seulement intellectuelle mais aussi pratique.

C'est au regard de la coexistence de formes multiples de l'action militante et politique qu'il est nécessaire d'interroger l'implication de Jean-Paul Sartre au R.D.R. Dans cette optique, le caractère inédit de l'implication politique de Jean-Paul Sartre au sein de ce rassemblement, il n'a en effet à cet époque qu'une très faible expérience militante[18], semble renvoyer son adhésion, au moins dans un premier temps, à des considérations qui ont pour principes sa position d'intellectuel. Des éléments particuliers de son engagement conduisent toutefois à élargir cette perspective et à considérer cette expérience comme celle d'un militantisme en pratique.

SARTRE ET LE R.D.R., LA « TRANSGRESSION »[19] DE L'ENGAGEMENT INTELLECTUEL ?

[18] De récents travaux restituent toutefois l'implication de Jean-Paul Sartre au sein de l'éphémère réseau « Socialisme et Liberté », dans sa dimension politique. Voir notamment Birchall (Ian), « Sartre, Trotsky et le trotskisme », p. 65-79 et Simont (Juliette), « Sartre et l'être-de-classe », pp. 25-44 dans Barot (E.) (Dir.), *Sartre et le marxisme*, *op. cit*

[19] Il conviendrait de préciser cette notion de « transgression » qui, si elle permet d'expliciter le processus particulier d'engagement visible dans la participation de Sartre à la création du R.D.R., semble toutefois esquissée, inaboutie. Faute d'espace nous nous contenterons de cette formalisation imprécise, tout en gardant à l'esprit qu'elle manque certainement de nuance.

C'est afin de saisir au mieux la position singulière que Jean-Paul Sartre a non seulement occupé, mais aussi contribué à construire, que Pierre Bourdieu a mis en évidence la figure de « l'intellectuel total ». Avant tout présentée comme « l'illusion de la toute-puissance de la pensée »[20] par le sociologue, elle n'en reste pas moins une position sociale qui a pesée sur le champ intellectuel mais aussi sur celui qui est parvenu à l'occuper.

La figure « d'intellectuel total » suggère notamment l'occupation par Sartre de positions dominantes dans le champ intellectuel et cela dans des domaines, des genres et des modes d'interventions très variés (philosophie, théâtre, littérature mais aussi critique littéraire, commentaire politique ou d'actualité). Sa capacité à concentrer sous son autorité un très grand nombre de capitaux (de reconnaissance, de légitimité, de notoriété) fait de lui un acteur dominant de l'univers intellectuel.

Il est tout d'abord possible d'observer la construction de cette position à travers ses publications. Les œuvres littéraires de Sartre sont déjà reconnues avant-guerre, telles *La Nausée* ou *Le Mur* parus en 1938 et 1939. À ces ouvrages s'ajoutent ses premières pièces de théâtre, *Les mouches* et *Huit-clos* montées en 1943 et 1944, ou encore *Les mains sales* qui paraîtra dans les *Temps Modernes*[21] avant d'être montée en 1948. Sartre publie dans le même temps un ouvrage majeur de sa philosophie *L'Etre et le Néant*[22] en 1943 après avoir publié notamment *La transcendance de l'ego* et *Esquisse d'une théorie des émotions* en 1936 et 1938. À travers la pluralité de sa production intellectuelle, Jean-Paul Sartre concentre des capitaux de

[20] Bourdieu (Pierre), « Sartre, l'invention de l'intellectuel total », Libération, 31 mars 1983, p. 20-21
[21] Sartre (Jean-Paul), « Les mains sales », *Les Temps Modernes*, n°30, mars 1948 et n°31, avril 1948
[22] Sartre (Jean-Paul), *L'être et néant*, Paris, Gallimard, 1943

reconnaissance autrefois distribués au sein de différents champs de production culturelle spécifiques[23]. À la Libération, comme Anna Boschetti l'a fait observer, « il unifie un système polycentrique, il en devient le seul pôle de référence par rapport auquel les autres secteurs sont obligés de se définir, ou de se redéfinir. »[24]

Cette dynamique ne doit toutefois pas être perçue comme strictement individuelle, « l'entreprise intellectuelle » des *Temps Modernes* illustre de ce point de vue la dynamique de construction d'une position totale par Jean-Paul Sartre à travers une structure collective.

La revue rassemble en effet des contributions d'intellectuels issus de tous les horizons culturels. La philosophie y est présente à travers les textes de Jean-Paul Sartre lui-même, ceux de Maurice Merleau-Ponty ou encore Vladimir Jankélévitch et de Francis Jeanson ; la poésie avec les contributions de Michel Leiris, Aimé Césaire, Federico Garcia Lorca ou de Raymond Queneau, de même que la littérature par le biais de Robert Merle, Marguerite Duras ou Pierre Moinot. Ce travail de publication de textes souvent inédits se double d'une activité critique qui concerne tant la littérature que le cinéma ou la musique.

Cette activité éditoriale, qui donne à voir l'importance de la position de Jean-Paul Sartre dans le champ intellectuel, est également une sorte d'« entreprise politique », comme en témoignent nombre de textes publiés par la revue.

Précisons que les prises de positions des *Temps Modernes* ne se limitent pas à des considérations politiques générales ou théoriques, mais s'inscrivent clairement dans les débats et les affrontements entre les partis politiques.

---

[23] Voir Sapiro (Gisèle), « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°176-177, 2099, p. 9

[24] Boschetti (Anna), *Sartre et « Les Temps Modernes »*, *op. cit.*, p. 18

Cette implication dans les débats partisans est en premier lieu perceptible à travers les éditoriaux, tel celui du mois de décembre 1947 intitulé « En un combat douteux »[25], qui revient sur le règlement des grèves de l'hiver 1947 et en particulier sur « l'erreur » du Parti communiste, qui « agit moins qu'il ne manœuvre ». La conclusion de cet éditorial semble présager par ailleurs des positions prises quelques semaines plus tard par Jean-Paul Sartre au sein du comité d'initiative pour le R.D.R. :

> « Plus que jamais, la question se pose : une politique socialiste minima est-elle aujourd'hui possible, et laquelle ? Dans les pays moyens d'Europe, y a-t-il place pour autre chose que les escarmouches des Grandes Armées ? »[26].

D'autre part, les *Temps Modernes*, en publiant une série de trois articles à propos du Plan Marshall, entendent se constituer en espace de débat politique. Après avoir livré les contributions de John Barnaby et Jean Domarchi[27] en janvier et février 1948, l'éditorial du numéro trente-quatre du mois de juillet présente le point de vue de la revue en préambule au texte de Pierre Uri qui conclut le débat au sein des *Temps Modernes*.

Les rubriques « Exposés » ou « Opinions » sont aussi un espace où les auteurs peuvent publier des textes politiques, dont certain, comme celui de Claude Lefort sur l'affaire Kravchenko, entraîne des désaccords au sein même de la rédaction, au point de susciter une prise de distance de la part de la revue, arguant que « […] le ton du réquisitoire nous paraît déplacé dans un monde qui n'est nulle part innocent et ne paraît pas être gouverné par une raison immanente. »[28]

---

[25] « En un combat douteux », *Les Temps Modernes*, n°27, décembre 1947, p. 961-964
[26] *Ibid*., p. 964
[27] Economiste français
[28] Note de la rédaction, à la suite de l'article de Lefort (Claude), « Kravchenko et le problème de l'U.R.S.S. », *Les Temps Modernes*, n°29, février 1948, p. 1490-1516

Fidèle à une forme traditionnelle de l'implication politique des intellectuels, les *Temps Modernes* publient aussi une pétition « Pour la paix au Viet-Nam »[29]. Cette forme de mobilisation de l'opinion publique a pour but de « faire apparaître le capital symbolique collectif par le cumul des capitaux individuels »[30] et semble par conséquent une modalité d'action collective particulièrement adaptée à la valorisation de la reconnaissance symbolique associée aux intellectuels[31].

Les exemples d'interventions politiques de la revue que dirige Jean-Paul Sartre renvoient à une particularité de la position d'intellectuel. Cette confrontation à la politique, comme le démontrent les travaux de Christophe Charles à propos de l'affaire Dreyfus [32] , est à l'origine de l'émergence des intellectuels en tant que tels au sein de la sphère publique. C'est de l'intervention d'intellectuels dans le champ politique en fonction de considérations propres au champ intellectuel (et visant donc à l'universel) que va naître la figure d'intellectuel, par une sorte de dépassement originel de l'opposition entre engagement politique et autonomie intellectuelle[33].

L'intervention politique, la confrontation à la politique, apparaît comme constitutive de la posture sociale de l'intellectuel, ce que Sartre lui-même explicite en à travers la

[29] « Pour la paix au Viet-Nam », *Les Temps Modernes*, n°39, décembre1948-janvier 1949, p. 122-125
[30] Sapiro (Gisèle), « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *art. cit.* , p. 11
[31] Voir aussi Charle (Christophe), « Naissance d'une cause. La mobilisation de l'opinion publique pendant l'affaire Dreyfus », *Politix*, n°16, 1992, p. 65-71
[32] Charles (Christophe), *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, Ed. de Minuit, 1990
[33] Bourdieu (Pierre), *Les règles de l'art*, Paris, Seuil, 1998 [1992], p. 546

figure d'intellectuel engagé, postulant que « la littérature est par essence prise de position. »[34]

De fait, il est possible d'observer certaines modalités d'intervention de Jean-Paul Sartre au R.D.R. comme relevant de cette intervention dans la sphère publique d'un intellectuel convertissant un capital de reconnaissance accumulé dans son champ d'origine. Gisèle Sapiro précise toutefois la particularité des logiques qui président à l'engagement politique des intellectuels en rappelant que,

> « les prises de position politiques des écrivains obéissent en effet à des logiques qui n'ont pas la politique pour seul principe. […] Et c'est le plus souvent en tant qu'artistes ou en tant qu'intellectuels qu'ils s'engagent »[35].

De ce constat découle la nécessité de considérer l'implication de Sartre, non seulement comme celle d'un acteur social dans une entreprise politique, mais comme celle d'un intellectuel spécifique au sein d'une structure particulière.

Son engagement prend la forme de discours, notamment le 13 décembre salle Pleyel, lors de la soirée consacrée à « l'internationalisme de l'esprit », avec une intervention intitulée « Il faut que nous menions cette lutte en commun »[36]. Toutefois son implication se traduit aussi par sa capacité à mobiliser lors de cet événement des intellectuels venus symboliquement soutenir le R.D.R.[37]

Par ailleurs, il fournira à *La Gauche,* journal du R.D.R., outre un article en mai 1948 (« La faim au ventre, la liberté au

---

[34] « *Qu'est-ce que la littérature ? » Les Temps Modernes*, n°17 à 22, Février-Juillet 1947 repris dans Sartre (Jean-Paul), *Qu'est-ce que la littérature ?,* Paris, Gallimard, 1948, p. 334

[35] Sapiro (Gisèle), *La guerre des écrivains*, Paris, Fayard, 1999, p. 9

[36] Sartre (Jean-Paul), « Il faut que nous menions cette lutte en commun », *La Gauche*, n° 10, 20 décembre 1948, p.1

[37] Voir la liste *supra*

cœur »[38]), la publication d'un entretien accordé au *New-York Herald Tribune* intitulé « Nos idées, notre action »[39] ainsi qu'un extrait de sa série d'articles « Qu'est ce que la littérature ? » préalablement paru dans *Les Temps Moderne* et intitulé « De partout, aujourd'hui, on veut nous mystifier… »[40].

Enfin, son discours du 18 novembre 1948, « Aux Marocains. Ceux qui vous oppriment, nous oppriment pour les même raisons »[41], est repris dans le numéro huit du journal.

Par ailleurs, un ouvrage publié par Gallimard[42] en 1949, *Entretiens sur la politique,* reprend les discussions entre Jean-Paul Sartre, David Rousset et Gérard Rosenthal, en partie publiées dans *Les Temps Modernes* en septembre 1948[43]. De plus, David Rousset profitera de la tribune des *Temps Modernes* pour présenter le R.D.R[44] par le biais de la reprise d'une interview publiée par ailleurs.

Toutefois l'engagement de Jean-Paul Sartre au sein du Rassemblement démocratique révolutionnaire ne se limite pas à des modalités d'actions politiques renvoyant exclusivement à sa position d'intellectuel.

---

[38] Sartre (Jean-Paul), « La faim au ventre, la liberté au cœur », *La Gauche*, n°1, 15-30 mai 1948, p. 1

[39] Sartre (Jean-Paul), « Nos idées, notre action », *La Gauche*, n°3, 16-30 juin, p. 2

[40] Sartre (Jean-Paul), « De partout, aujourd'hui, on veut nous mystifier… », *La Gauche*, n°4, Juillet 1948, p. 4

[41] Sartre (Jean-Paul), « Aux Marocains. Ceux qui vous oppriment, nous oppriment pour les mêmes raisons », *La Gauche*, n°8, 15-30 novembre 1948, p. 1

[42] Rosenthal (Gérard), Rousset (David), Sartre (Jean-Paul), *Entretiens sur la politique*, Paris, Gallimard, 1949

[43] « Entretiens sur la politique », *Les Temps Modernes*, n°36, septembre 1948, p. 385-428

[44] Rousset (David), « Nos positions politiques », *Les Temps Modernes*, n°34, juillet 1948, p. 189-191

Sartre investit en effet des espaces et des formes de militantismes plus traditionnels, à l'occasion par exemple d'interventions dans des réunions publiques ou dans des meetings politique, comme le 19 mars 1948 salle Wagram ou encore de son exposé auprès d'une loge maçonnique pour présenter le R.D.R., qui lui fait manquer la première de sa pièce *Les Mains sales* le 2 avril 1948 au théâtre Antoine[45].

Dans un registre différent, Charles Ronsac[46] fait état d'un don de 300 000 francs au R.D.R. pour le lancement du journal *La Gauche*, décidé en avril 1948. Ce témoignage est confirmé par la correspondance privée de Jean-René Chauvin, militant trotskiste, membre du Comité Central du Parti Communiste Internationaliste (P.C.I.) dont il est exclu en mars 1948 pour avoir adhéré au RDR. Ce dernier situe en revanche le soutien financier de Sartre à une autre époque, et évoque un autre montant :

> « Au lendemain du comité directeur du RDR j'ai été trouvé J. P. Sartre pour envisager avec lui la préparation d'un congrès. Comme je lui faisais part des frais il s'est déclaré prêt à avancer de l'argent. Je l'ai remercié mais en lui faisant remarquer que ces frais d'un congrès étaient très élevés… Combien ? Il faudrait 320 000. Et aussitôt le petit père Sartre signe un chèque de 320 000 frs à mon nom. Ça faisait la deuxièmes fois que je le voyais. Ce n'était pas trop mal. Naturellement je ne suis que dépositaire de la somme. »[47]

---

[45] Birchall (Ian), « Neither Washington nor Moscow ? The rise and fall of the Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », *op. cit.*, p. 380. L'auteur renvoi à propos de cette anecdote à de Beauvoir (Simone), *La Force des choses*, Paris, Gallimard, 1963, p. 167

[46] Ronsac (Charles), *Trois noms pour une vie*, Paris, Robert Laffont, 1988, p. 236

[47] Lettre de Jean-René chauvin à sa mère, Madame Clavié, 10 mai 1949, archives Jean-René Chauvin, en cours de traitement au Centre d'histoire sociale du XXe siècle

D'autre part, selon Jean-René Chauvin, Sartre participait régulièrement aux réunions de la section du 5e-6e arrondissement de Paris[48].

C'est lors de ces réunions locales que fut décidée la rédaction d'une motion présentée au Congrès du R.D.R. des 28 et 29 juin 1949. Rédigée par Jean-René Chauvin, elle fut amendée et signée par Jean-Paul Sartre et trois autres militants[49] et présentée sous le titre « La crise du R.D.R. devant la conférence nationale ». Cette motion est fréquemment évoquée comme la motion « Chauvin-Sartre »[50].

Ces différents exemples nous permettent de considérer l'engagement de Sartre au R.D.R., sans pour autant le surestimer, comme ayant été aussi un engagement pratique et concret.

L'implication de Sartre, financière, régulière dans les sections locales et au sein des débats internes, diffère d'une forme exclusivement intellectuelle de l'engagement politique.

Anna Boschetti voit dans ces pratiques le moyen de « sortir de l'engagement indirect et vague – à travers la littérature - théorisé pendant la phase précédente, et en particulier pour prendre position face au Parti communiste. »[51] Il s'agirait pour Sartre, à un moment particulièrement intense de la construction d'une position intellectuelle dominante, d'investir le champ

---

[48] Entretiens avec Ian Birchall, cité dans Birchall (Ian), « Neither Washington nor Moscow ? The rise and fall of the Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », *Op. Cit.* p. 398 évoqué aussi dans C. Ronsac, *Trois noms pour une vie*, *op. cit.*, p. 252

[49] cf. Birchall (Ian), « Neither Washington nor Moscow ? The rise and fall of the Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », *op. cit.*, Ronsac (Charles), *Trois noms pour une vie, op. cit.*, p.252-253 et François Brajus, « Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, février 1948 – février 1950 », *op. cit.*

[50] Birchall (Ian), *Sartre et l'extrême gauche*, *op. cit.* p. 170

[51] Boschetti (Anna), *Sartre et les Temps Modernes*, *op. cit.*, p. 258

politique.

Le militantisme de Jean-Paul Sartre au sein du R.D.R. constitue alors une transgression des formes de l'engagement politique des intellectuels en ceci qu'il s'émancipe alors d'une position d'intellectuel qui le renvoie au seul « champ de production idéologique » défini par Pierre Bourdieu comme

> « univers relativement autonome, où s'élabore, dans la concurrence et le conflit, les instruments de pensée du monde social objectivement disponibles à un moment donné du temps et où se définit du même coup le *champ du pensable politiquement* ou, si l'on veut, la *problématique légitime* »[52],

pour se confronter à la politique en actes, en pratique.

Dès lors il convient de s'interroger sur les facteurs à même d'expliquer cette transgression, qui n'est plus seulement justifiée par sa position d'intellectuel, mais inscrite au sein même du champ politique, ce passage de l'engagement intellectuel symbolique à l'action politique entendue notamment comme compétition électorale[53].

Deux éléments peuvent ici être évoqués pour appréhender la tentation partidaire de Jean-Paul Sartre.

Le premier tient à un contexte historique particulier, celui de la guerre froide, caractérisé par une injonction à se positionner en fonction de l'affrontement latent entre les blocs ; le second renvoie quant à lui à l'état du champ politique français à cette époque, et à l'absence de structures à même de permettre de

---

[52] Bourdieu (Pierre), *La distinction. Critique sociale du jugement,* Paris, Ed. de Minuit, 1979, p. 465

[53] Le R.D.R. s'il n'a pas présenté systématiquement de candidats à des élections a mené des débats importants sur la pertinence de candidatures ou sur une intervention auprès des candidats de gauche. Voir notamment, *Bulletin intérieur du R.D.R*, Février 1949, ronéotypé

rendre audible la position de refus de soumission à cette assignation à l'un ou l'autre camp.

« THE COLD WAR IS STILL A WAR. »[54], PESANTEUR DU CONFLIT ET INJONCTION AU POSITIONNEMENT

Considérer le contexte historique au sein duquel s'inscrit l'engagement de Jean-Paul Sartre auprès du R.D.R. nécessite de prendre la mesure de la prégnance de la guerre froide, comme conflit larvé, potentiel, imminent.

Le sentiment d'un risque de guerre est en effet un élément structurant de la fin des années 1940 en France. C'est à un troisième conflit mondial, qui plus est aggravé par la menace atomique que sont confrontés les individus. Cette appréhension est sans doute renforcée par les conditions sociales et économiques du pays, la difficile reprise de l'économique et de la production, la très forte inflation ou encore les problèmes de ravitaillement. À ces éléments s'ajoute l'instabilité politique dûe à la fois à l'éclatement du tripartisme en mai 1947 mais aussi à diverses craintes de déstabilisation du régime ; que ce soit à travers une hypothétique insurrection communiste sur le modèle Grec ou le renversement du régime par des membres de l'extrême droite tel que ceux ayant pris part au complot du « plan bleu ». Cette période est ainsi qualifiée de « conjonction des extrêmes contre la République »[55], par Christophe Charle, en référence aux pôles opposés constitués par le P.C.F. et le R.P.F.

---

[54] Pudal (Bernard), « Symbolic censorship and control of appropriations : the French Communist party facing « heterical » texts during the cold war », *Libraries and Culture*, Donald G. Davies, Jr, University of Austin, Texas, Volume 36, Number 1, Winter 2001.pp. 154

[55] Charle (Christophe), « Naissance d'une cause. La mobilisation de l'opinion publique pendant l'affaire Dreyfus », *Politix*, n°16, 1991, p. 66

Les importantes grèves débutées en avril 1947, soutenues par le P.C.F. à partir du mois de Mai, participent de ces tensions du début de la guerre froide en France. Une nouvelle dynamique de grèves survient en effet au mois de septembre avant de prendre un caractère insurrectionnelle au mois de novembre et décembre 1947 [56], provoquant la chute du premier gouvernement Ramadier. Ces mobilisations ont en outre cristallisées des oppositions latentes, aboutissant par exemple à un renouveau de la scission syndicale en décembre 1947 et à la création de la Confédération générale du travail – Force ouvrière (CGT-FO) en avril 1948.

Sur le plan international, des évènements tels que le coup de Prague du 25 février 1948, la condamnation de la Yougoslavie et de Tito par l'U.R.S.S. ou encore le début du blocus de Berlin en juin 1948 jalonnent cette période et renforcent la crainte d'un conflit mondial.

La signature, le 4 avril 1949, du Traité de l'Atlantique Nord comme la première explosion nucléaire Soviétique survenue le 29 août 1949 témoignent sur le plan militaire de telles tensions.

Mais au-delà des enjeux géopolitiques, de considérations de « relations internationales » relativement désincarnées, c'est une atmosphère quotidienne d'appréhension d'un nouveau conflit qui pèse sur les acteurs.

Dans son ouvrage, *La force des choses*, Simone de Beauvoir explicite le « climat » de guerre,

> « La création du Kominform puis, le 25 février, "le coup de Prague", exaspérait l'anticommunisme et la psychose de guerre. Des Américains annulaient leurs voyages en Europe. En France, sans que

[56] Voir, Mencherini (Robert), *Guerre Froide, grèves rouges*, Paris, Syllepse, 1998

> personne songeât à plier bagage, on parlait abondamment d'une invasion russe. »[57]

Cette guerre potentielle est ainsi évoquée dans la presse, non sans être constituée en un enjeu politique. En réponse à la campagne « La guerre des Deux n'aura pas lieu » lancée par *Franc-Tireur* en 1948, *L'Humanité* réplique que loin de « lutter contre la guerre »[58], le journal issu de la Résistance serait plutôt devenu un contributeur de ce futur conflit en « créant parmi ses lecteurs la confusion sur les buts et les actes des fauteurs de guerre impérialistes, dont M. de Gaulle est le domestique »[59].

La guerre est aussi prégnante dans les discours des les acteurs politiques. Simone de Beauvoir ajoute,

> « En France, la droite propageait sciemment l'épouvante ; elle claironnait à deux voix, simultanées ou alternées : 1° le régime soviétique est atroce, il entraîne nécessairement misère, famine, dictature, meurtre. 2° sans l'aide de l'Amérique nous ne serons pas défendus : l'Armée Rouge atteindra Brest en moins d'une semaine et nous subirons les horreurs de l'occupation. »[60]

Les déclarations de Maurice Thorez au Comité central du P.C.F. le 22 février 1949 font écho à ces représentations d'une situation d'urgence liée à une guerre possible,

> « si l'armée soviétique était amenée à pourchasser les agresseurs jusque sur notre sol, le peuple de France pourrait-il se comporter envers

[57] de Beauvoir (Simone), *La force des choses*, Paris, Gallimard, 1963, p. 163
[58] Cf. le fascicule, « Pourquoi nous restons Franc-Tireur », publié par *Franc-Tireur* en 1948
[59] Fajon (Etienne), « Un journal de M. de gaulle », *L'Humanité*, 12 octobre 1948
[60] de Beauvoir (Simone), *La force des choses, Op. Cit.*, p.187

> l'armée soviétique autrement que les peuples de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie, etc… ? »[61]

On assiste à une radicalisation des positions et à la multiplication des usages faits de l'éminence du danger. Le procès qui oppose Victor Kravchenko aux *Lettres Françaises,* « à bien des égards caractéristique des débuts de la guerre froide »[62] selon Liora Israël, en ce qu'il a été,

> « tantôt [le procès] de la répression soviétique, tantôt, dans les organes communistes, de l'antisoviétisme, large spectre d'accusation que corroboraient le nombre et l'importance des témoins appelés à la barre »

doit aussi être évoqué. Il illustre la période de tension par la retraduction des affrontements judiciaires en enjeux politiques[63]. Il en va de même de l'inculpation et la poursuite d'André Fougeron[64] à la suite de la publication d'une illustration dans *L'Eveil du Havre*, représentant une jeune fille tuée par une bombe atomique -*Atomic Bomb*- et dont la légende précise, « la destruction de la France par l'alliance avec l'Allemagne, la guerre contre l'U.R.S.S., voilà ce qu'on nous prépare »[65].

---

[61] Discours de Maurice Thorez au Comité central du P.C.F., cité notamment dans Martelli (Roger), *Le rouge et le bleu*, Paris, Ed. de l'Atelier, 1995, p. 104

[62] Israël (Liora), « Un procès du Goulag au temps du Goulag ? L'affaire Kravchenko (1949) », *Critiques internationales*, n°36, mars 2007, p. 85-101

[63] voir sur ces questions, Vanessa Codaccioni, *Punir les opposants. Une sociologie historique des « procès politiques » en temps de crise. Les interactions répressives entre le P.C.F. et l'Etat (1947-1962)*, Thèse pour le doctorat en science politique, sous la direction de Frédérique Matonti, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2011

[64] Peintre et militant communiste

[65] Evoqué par Hervé (Pierre), « Les faux jetons », *L'Humanité*, 13 décembre 1948

Dans ce contexte de menace de guerre, la crainte d'une troisième guerre mondiale influe fortement sur le champ politique.

Les partisans d'une « troisième voie » entre les deux blocs qui s'affrontent, tentent de faire valoir un refus de la guerre par la population. Dans un éditorial intitulé « Non ! La France ne doit pas devenir le champ de bataille d'une nouvelle guerre » et dont le sous-titres est plus évocateur encore, « C'est déjà trop qu'elle soit dès à présent celui de la guerre froide »[66] ; *Franc-Tireur* prend acte de l'affrontement en cours en France. « Qui pourrait nier, en effet, que déjà les deux blocs s'affrontent dans notre pays ? », interroge le journal avant d'évoquer les déclarations d'Eugène Hénaff [67] « chaque ouvrier doit se considérer comme "mobilisé" » parce que « nous sommes en plein combat », comme « une déclaration soviétique de guerre froide. » Renvoyant les blocs dos-à-dos, *Franc-Tireur* relève les attitudes de Henri Queille[68] et Jules Moch[69] :

> « Quand, au cours d'une interview délirante, alors même qu'il engage le pays dans l'aventure d'un Pacte atlantique dont le parlement et l'opinion ne se sont pas saisis, M. Queille désigne à son tour nommément l'agresseur et supplie les Etats-Unis de protéger la ligne de l'Elbe, c'est –faite chez nous- une déclaration américaine de guerre froide à l'U.R.S.S. Quand, au même instant, M. Jules Moch engage, à tort et à travers, des poursuites destinées à donner l'impression qu'on pourrait être à la veille d'un conflit, c'est encore une déclaration américaine de guerre froide à l'U.R.S.S. »

---

[66] *Franc-Tireur*, 2 mars 1949

[67] Militant communiste, secrétaire de l'union des syndicats C.G.T. de la région parisienne et membre du comité central du P.C.F. entre 1936 et 1964

[68] Président du conseil, notamment entre le 11 septembre 1948 et le 5 octobre 1949

[69] Alors ministre de l'intérieur

Pour *Franc-Tireur*, non seulement la guerre froide est déjà une guerre active en France, mais elle menace finalement de se matérialiser plus fortement encore : « Si cela continue, cette guerre froide se livrera bientôt dans la rue, gagnera chaque usine, déchirera peut-être les foyers… »

Un certain nombre d'intellectuels se saisissent de l'enjeu que constitue cette guerre larvée et prennent position contre l'affrontement qu'ils jugent imminent. Albert Camus met par exemple en avant le caractère particulièrement destructeur qu'aurait une confrontation atomique entre les deux grandes puissances,

> « Les premiers venus, dont je suis, pensent que la paix est l'absence de guerre et qu'une politique pacifiste est une politique qui ne multiplie pas les chances de guerre. Ils pensent, en outre, qu'on a d'autant moins le droit de courir ces chances que la guerre à venir menace d'être plus générale et plus destructive. Autrement dit, s'il faut être prudent lorsqu'il s'agit de risquer une guerre de canons et d'avions entre la France et l'Allemagne, il faut l'être d'autant plus lorsqu'il s'agit d'une catastrophe où les continents seront atomisés. »[70]

Les prises de position de Jean-Paul Sartre reflètent les craintes liées à ce conflit, à son poids et à la radicalisation qu'il entraîne de la part des acteurs intellectuels et politiques. Le philosophe explicite ainsi sa position de neutralité revendiquée,

> « Nous ne voulons pas de la guerre parce que nous n'y sommes pas directement intéressés, parce que nous ne pouvons ni ne voulons choisir entre une démocratie capitaliste et un socialisme autoritaire, parce que le conflit dégénèrerait chez nous en guerre civile, parce que notre pays, en tout cas, serait

[70] Camus (Albert), « L'embarras du choix », *Franc-Tireur*, 7 décembre 1948

> vassalisé et ruiné : si c'est là être munichois, alors vive Munich ! »[71]

écrit-il dans *Franc-Tireur* avant de préciser toutefois, « Nous ne sommes pas Munichois parce que nous ne voulons pas la paix au nom des biens que nous possédons, mais au nom de la tâche que nous avons à accomplir. » Ce qui apparaît ici comme une provocation donne à voir l'ampleur des tensions, symbolisées par la référence aux accords de Munich. Les oppositions, notamment entre intellectuels[72], au moment des accords de septembre 1938, sont aussi à considérer en fonction de la relecture qui en a été faite après la défaite et la période d'occupation. La « trahison » qu'ils constituent pour une grande part des acteurs est aussi ressentie comme une cause de la défaite de 1940[73]. Malgré cette histoire commune et les représentations associées à une période d'une certaine manière comparable par la menace de guerre, Sartre n'hésite pas à affirmer une forme intransigeante de pacifisme.

La guerre froide polarise en effet les positions au sein du champ politique français et met définitivement fin à une période d'alliance élargie issue du combat résistant. La recomposition de l'espace politique, déjà perceptible à travers la reconstitution de la droite dans le Rassemblement du peuple français (R.P.F.) en avril 1947 et son succès aux élections municipales du mois d'octobre suivant, se stabilise notamment à travers les enjeux de la guerre en devenir. « En octobre, un grand nombre de vichystes, avaient rallié le R.P.F. et les collabos remontaient en flèche. »[74] écrit Simone de Beauvoir, percevant, au sein du

---

[71] Sartre (Jean-Paul), « Il nous faut la paix pour refaire le monde. Réponse à ceux qui nous appellent « munichois » », *Franc-Tireur*, 10 décembre 1948

[72] Olivera (Philippe), Offenstadt (Nicolas), « L'engagement pour la paix dans la France de l'entre-deux-guerres : un ou des pacifismes ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* n° 30, 1993, pp. 53-56

[73] Bloch (Marc), *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990 [1946], pp. 174-176

[74] de Beauvoir (Simone), *La force des choses, Op. Cit.*, p. 168

champ intellectuel, l'affaiblissement de l'intransigeance envers les intellectuels compromis durant la guerre, visible dans les conflits au sein du C.N.E.[75]

Dans un article du *Figaro*, Raymond Aron formule clairement cette assignation, « On se situe dans l'univers des pays libres ou dans l'univers soumis à la rude loi soviétique. Chacun, désormais, en France, devra publier son choix. »[76]

Les tentatives de détournement de l'imposition à un positionnement se heurtent à l'alternative exclusive des blocs,

> « […] l'amateur de paix, se verra, au nom de la logique ou au nom des réalités, bousculé par les deux fronts jusqu'à ce qu'il se décide à choisir le bon. Et quand tout le monde aura ainsi fait son choix, il n'y aura plus en présence que deux groupes adversaires, bien décidés à s'imposer l'un à l'autre l'idée qu'ils se font la paix. C'est ainsi que les affaires du monde avancent. »[77],

ajoute Albert Camus. Celui-ci souligne l'adoption par les acteurs du champ politique français de cette obligation à publiciser son choix :

> « Les communistes interprètent tout désir de paix, exprimé de cette manière, comme une aide objective apportée aux américains. Le "Rassemblement" (et, ma foi, le "Populaire[78]" aussi) vous explique, sans délais que, objectivement encore, cette prudence naïve sert l'impérialisme russe. […] Que leur position soit vraie ou fausse, elle est toujours agressive, elle exige le choix immédiat entre l'un ou l'autre camp. »

---

[75] Voir Sapiro (Gisèle), *La Guerre des écrivains, Op. Cit.*
[76] Aron (Raymond), « La fin des illusions », *Le Figaro*, 5 juillet 1947 *in* Aron (Raymond), *La Guerre froide. 1947-1955*, t.1, Paris, Ed. de Fallois, 1990, p. 36
[77] Camus (Albert), « L'embarra du choix », *Franc-Tireur*, 7 décembre 1948
[78] Journal de la S.F.I.O

La retraduction du conflit au sein du champ politique national attribue au P.C.F. une place et un rôle central dans ce processus d'imposition d'un choix. Repris à son compte par le parti lui-même, ce mécanisme devient ressource dans les enjeux politiques.

En attaquant *Franc-Tireur*, Waldeck Rochet[79], formalise la position communiste, liant les partis politiques favorables au Plan Marshall à l'impérialisme américain et donc à l'anticommunisme,

> « ces impôts de vie chère sont la conséquence inéluctable de la politique de préparation de guerre qui découle du plan Marshall lui-même, qui a l'appui de tous les partis anti-communistes, depuis le R.P.F. jusqu'au parti S.F.I.O., en passant par le M.R.P. et le parti radical. »[80]

On est donc *avec* le P.C.F. ou *contre* lui. L'appel est d'autant plus efficace que, comme l'explique Anna Boschetti,

> « pour des intellectuels qui, comme Sartre et Simone de Beauvoir, sont portés par leur antagonisme structurel envers la bourgeoisie à la solidarité avec les dominés, le Parti communiste est l'incarnation du sens de l'histoire. Être contre lui signifie être contre ou, pis encore, hors de l'histoire. »[81]

La guerre « potentielle » radicalise les positions et semble n'offrir aucune alternative.

---

[79] Dirigeant communiste, membre du comité central de 1936 à 1983, secrétaire général du P.C.F. de 1964 à 1969

[80] Rochet (Waldec), « « Franc-Tireur » avec les fauteurs de vie chère », *L'Humanité*, 8 février 1949

[81] Boschetti (Anna), *Sartre et les Temps Modernes*, *Op. Cit.*, p. 139

Le déplacement de l'engagement intellectuel distancié de Sartre à un engagement en pratique s'explique par la guerre à venir et par la nécessité et l'urgence pour lui de doubler sa position intellectuelle dominante d'une activité proprement politique, qui en découle. Tout se passe comme si le contexte de radicalisation et le processus puissant d'injonction rendait nécessaire cette transgression.

Or, au sein de la configuration singulière du champ politique français, il n'existe pas de structures ou d'organisations susceptibles d'accueillir les positions neutralistes de Sartre et d'un certains nombre d'intellectuels ou de militants.

L'ABSENCE D'UN ESPACE NEUTRALISTE ET L'URGENCE DE SA CREATION

La configuration du champ politique est telle qu'aux côtés du P.C.F., il n'existe pas de formations de gauche qui envisagent une position de « neutralisme »[82] crédible.

La S.F.I.O. est alors présente au sein des différents gouvernements, malgré la fin du tripartisme. Son attitude lors du soulèvement Malgache ou des mouvements grèves de novembre-décembre 1947, mais aussi l'accord donné au Plan Marshall, l'éloigne de certains intellectuels de la gauche non communiste. Simone de Beauvoir insiste sur les divergences entre les positions, notamment héritées d'un passé résistant, des intellectuels et du parti socialiste,

> « […] jamais le pouvoir d'achat des ouvriers n'avait été aussi bas. Le 4 octobre, 300 000 mineurs commencèrent une grève qui dura huit semaines. Jules Moch envoya de nouveau contre eux les

[82] Position notamment revendiquée par Charles Ronsac, journaliste à *Franc-Tireur* et membre du R.D.R. dans son article, « Pourquoi pas la neutralité ? », *Franc-Tireur*, 22 janvier 1949

> C.R.S. qui en tuèrent deux. 2.000 furent mis en prison, 6.000 licenciés. Les dockers, les cheminots cessèrent aussi le travail. En vain. Les espoirs socialistes de 44 étaient bien morts. Sur tous les points le programme du C.N.R. avait fait long feu. La classe au pouvoir était résolument colonialiste. »[83]

La politique menée par les gouvernements Ramadier, puis Schuman (auquel participe la S .F.I.O) n'est pas sans incidences sur le parti lui-même. Le congrès des 16 et 17 décembre 1947 entérine le désaccord avec les courants de la gauche du parti. L'Action socialiste et révolutionnaire (A.S.R.) fait scission, elle sera suivie en janvier 1948 par la Bataille Socialiste, exclue de la S.F.I.O.

Il n'existe plus alors, au sein de la S.F.I.O., d'espaces pour des positions à la fois neutralistes et se réclamant d'un socialisme révolutionnaire.

La création du R.D.R. par des militants de la S.F.I.O., des journalistes de *Franc-Tireur*, ou encore d'intellectuels tels que Jean-Paul Sartre, David Rousset ou Paul Fraisse, de la revue *Esprit*, s'explique par la nécessité de faire exister une position de plus en plus impensable au début de la guerre froide.

Le R.D.R. est rendu nécessaire pour des acteurs politiques acculés à prendre position mais incapables de trouver un lieu où l'exprimer.

> « Contre la menace de guerre et contre *ce piège*, je me débats comme un rat dans une ratière. Tous

[83] de Beauvoir (Simone), *La force des choses, op. cit.*, p. 187 pour une lecture plus complète et plus nuancée de la gestion de ces grèves par Jules Moch, voir sa biographie dans la thèse de Vanessa Codaccioni, *Punir les opposants. Une sociologie historique des « procès politiques » en temps de crise. Les interactions répressives entre le P.C.F. et l'Etat (1947-1962)*, *Op. Cit*., pp. 207-208

> mes efforts politiques ont pour sens de trouver le groupement qui donnera un sens à ma transcendance, qui prouvera *en existant* (R.D.R. européen) que ma position déchirée était la vraie. »[84],

analyse Jean-Paul Sartre dans sa relecture des *Carnets de la drôle de guerre* (1954-1955).

La création du Rassemblement doit être comprise en fonction de ces éléments contextuels et de la configuration singulière à laquelle sont confrontés les acteurs qui s'y engagent. La transgression de la posture traditionnelle de l'intellectuel engagé par Jean-Paul Sartre, son implication dans la politique pratique, s'inscrit de la même manière dans cette situation complexe.

Face à cet obstacle, il s'agissait de donner une forme concrète à sa position,

> « dans le fond je voulais résoudre le conflit sans *dépasser* ma situation. Faire d'un négatif un positif : prendre mon hésitation pour une détermination résolue, mon impossibilité de choisir pour un choix. »[85],

écrit le philosophe.

S'il ne tente pas de *dépasser* sa situation, Sartre entend faire de sa position un dépassement. C'est par un « dépassement radical » que Sartre entreprend de construire sa position au sein de la politique en pratique.

> « Si la légitimité du P.C.F. est telle qu'elle impose au plus légitime des intellectuels la profession de foi révolutionnaire, Sartre à toute l'autorité intellectuelle et les dispositions nécessaires pour inventer une manière d'être en règle avec la Révolution non seulement sans entrer au Parti

[84] Sartre (Jean-Paul), « Relecture du Carnet I » *in* Sartre (Jean-Paul), *Les mots et autres écrits autobiographiques*, *op. cit.*, p. 947
[85] *Ibid*, p. 947

> communiste et sans rien concéder, mais en dépassant le Parti »[86]

suggère Anna Boschetti. Sartre ne s'inscrit pas dans une structure préexistante, il contribue à la construction et à la définition d'un nouvel espace. S'il prend *de facto* position par rapport au P.C.F. c'est à travers une position de dépassement, par l'aspect démocratique revendiqué du Rassemblement, mais aussi par sa volonté de contester l'hégémonie révolutionnaire du Parti communiste.

Seulement, si cette démarche du dépassement radical s'est avérée à même de lui permettre d'occuper des positions dominantes dans le champ intellectuel, sa position et ses dispositions ne lui garantissent pas le même succès au sein du champ politique.

La stratégie du dépassement radical requiert une grande connaissance de l'état du champ au sein duquel l'individu entend s'inscrire (le roman, le théâtre, la philosophie, dans le cas de Sartre) et la capacité pour ce dernier à anticiper les attentes du champ lui-même, à percevoir les prises de positions audibles, légitimes ou à même de le devenir.

Or dans le domaine de la pratique politique, Jean-Paul Sartre dispose de peu de ressources. Sans capital militant, sans une bonne connaissance du jeu et des enjeux politiques, de la politique pratique, il est incapable d'opérer ce dépassement radical.

Tout se passe comme si l'échec du R.D.R., était finalement celui de la transgression de Sartre, du passage d'un engagement en fonction de position et de considération d'ordre intellectuels, à celui renvoyant à la politique pratique, militante. Gisèle Sapiro voit ainsi dans cette expérience, « les limites de l'engagement

[86] *Ibid*, p. 142

politique des intellectuels »[87]. Il conviendrait toutefois de nuancer cette notion d'échec, notamment par le caractère partiellement subie que semble revêtir la transgression en question. Dans une conjoncture où le choix lui est imposé, Jean-Paul Sartre peut tout aussi bien considérer le R.D.R. comme étant à même de lui permettre de différer ce choix. Ce n'est que plus tard, et dans une conjoncture différente, que le philosophe entérinera une position de « compagnon de route ».

Le témoignage de Jean-René Chauvin est éclairant sur ce point, s'il reconnaît avoir eu des difficultés à suivre Sartre dans des discussions philosophiques, il ajoute « j'étais beaucoup plus à l'aise en discutant politique parce que là il découvrait la politique. Il découvrait l'action politique, l'action militante »[88].

L'acquisition d'un capital militant, défini comme

> « incorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir, […] recouvr[ant] un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines "reconversions" »[89],

ne répond pas à la même logique que la construction d'un capital intellectuel.

L'inscription de Sartre dans le champ de la politique en pratique tient de l'échec de la conversion d'un capital intellectuel spécifique en un capital politique pratique distinct.

---

[87] Sapiro (Gisèle), « Modèle d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°176-177, mars 2009, pp 8-31, p. 17

[88] Entretien avec Ian Birchall, cité dans Birchall (Ian), « Neither Washington nor Moscow ? The rise and fall of the Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », *Op. Cit.*, p. 391

[89] Matonti (Frédérique) et Poupeau (Franck), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, 155, p. 4-11.

Ce qui apparaît aussi à travers cette expérience avortée, c'est la sous évaluation de la difficulté et de l'investissement nécessaire à l'acquisition de ce savoir et à la socialisation spécifique qui permettent la constitution d'un tel capital.

Confronté à l'impossibilité d'inscrire son discours dans la pratique effective de la politique, Jean-Paul Sartre, en tant qu'intellectuel, est renvoyé à une position plus détachée de producteur d'une « offre » intellectuelle, structurellement détachée de la politique concrète, en pratique.

L'exemple de l'implication de Sartre au sein du RDR permet de mieux appréhender l'échec du R.D.R. lui-même. À la fois inaudible dans la configuration du début de guerre froide et inadapté dans sa volonté de lier engagement politique et intellectuel, il traduit un double mouvement d'inconscience des logiques propres à la pratique militante au sein du champ politique et de surestimation de la convertibilité d'un capital de reconnaissance intellectuelle à un moment où se dernier est pourtant réévalué par les recompositions à l'œuvre au sein même de la sphère de production symbolique. Le R.D.R. apparaît en ce sens comme la tentative, de la part de Sartre, dont l'engagement est pour partie marqué par l'expérience résistante, de préserver à la fois une forme d'unité révolutionnaire mais aussi une reconnaissance de leur légitimité à intervenir politiquement en dehors d'un répertoire d'action traditionnellement mobilisable par les intellectuels. Or, comme en témoigne Simone de Beauvoir,

> « Dans certains milieux, on parlait avec ironie de "résistantialistes", assimilant la Résistance à un calcul et à une mode. La contre épuration faisait rage : on accusait les résistants d'exécutions sommaires, on les poursuivait, souvent on les condamnait. »[90]

[90] de Beauvoir (Simone), *La force des choses*, *op. cit.*, p. 169

Le capital « résistant » lui-même est remis en cause à cette période et ne suffit plus aux intellectuels pour légitimer leur engagement, et *a fortiori* l'anomalie qui caractérise chez Sartre la tentative de s'inscrire dans le champ de la politique pratique.

Ce dernier est renvoyé, et avec lui la position neutraliste, à la sphère de production intellectuelle.

Finalement, comme il l'explicite lors d'une conversation avec Merleau-Ponty, à propos du désaccord qu'avait suscité entre eux le R.D.R., Jean-Paul Sartre prend conscience de l'impossibilité de cette transgression, « je lui dit que je l'avais compris. Plus de politique active : la revue, la revue seule.»[91]

[91] Sartre (Jean-Paul), « Merleau-Ponty », *Situations IV*, Paris, Gallimard, 1964, p. 225